

Programme Paix

Tchad, RCA, Soudan, Soudan du Sud

ACORD CCFD-Terre Solidaire



Newsletter n°2 - Novembre 2013

RCA : une délégation de la société centrafricaine aux Etats-Unis

En septembre la Centrafrique a été au centre des débats lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à New-York en raison de la situation dramatique que vit ce pays depuis le début de l'année. La France avait annoncé son intention de proposer rapidement au Conseil de sécurité une résolution pour « muscler » le mandat de la force d'intervention africaine (MISCA). Une réunion de haut niveau organisée par OCHA et l'Union européenne s'est tenue en marge de l'Assemblée générale pour mobiliser la communauté internationale en soutien à la Centrafrique.

La société civile a tenu à être présente à New-York pour témoigner de la situation dramatique que vivent les populations et pour alerter la communauté internationale sur l'urgence à intervenir. Une délégation s'est donc rendue une semaine aux Etats Unis. Elle était composée de Mme Béatrice Epaye, membre du Conseil National de Transition, représentante de la Préfecture de l'Ouham, de Mgr Nestor Désire Nongo Aziagbia, évêque de Bossangoa, du révérend Nicolas Guerekoyame Gbangou, Président du Comité Exécutif de l'Alliance des Evangéliques en Centrafrique et de Maître Mathias Morouba, Président de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme.

La délégation a rencontré de nombreuses représentations diplomatiques auprès des Nations Unies, membres du Conseil de sécurité, telles que la représentation australienne (qui préside le Conseil de Sécurité ce mois-là), rwandaise, américaine et française. Elle a rencontré aussi des représentations de l'Union européenne et d'agences des Nations Unies et pu débattre avec de nombreuses ONG internationales. Ils

ont pu discuter directement avec M. Fabius, Ministre français des affaires étrangères. La délégation a publié un « Appel pour la sortie de crise en République Centrafricaine » qui interpelle les Etats et le Conseil de sécurité sur les questions de sécurité, d'impunité et de Droits de l'Homme, sur le volet humanitaires et économique. Face au risque de confrontation inter-religieuse, la délégation a rappelé que le retour à une paix durable en RCA ne se fera pas sans la participation de la société civile, et qu'il serait dangereux de ne consulter que les forces politiques ou militaires pour construire une nouvelle Centrafrique.

La délégation s'est ensuite rendue à Washington où elle a pu témoigner et interpeller un large public de représentants du congrès et de la Banque Mondiale, des diplomates, des fonctionnaires, des chercheurs... Le facilitateur de la conférence était l'ancien Ambassadeur des Etats Unis en Centrafrique. (suite page 2)

Sommaire :

Une délégation de la RCA aux Etats-Unis	1
RCA, une drôle de guerre de religion	2
Projet urgence Bossangoa et Kaga Bandoro	4
La question identitaire	4
Mettre les femmes au coeur des processus de paix	5
Jeunes artisans d'une nouvelle citoyenneté au Tchad	6
Tchad, sortie du rapport sur les partis politiques	6
Presentation de 2 de nos partenaires au Tchad	7

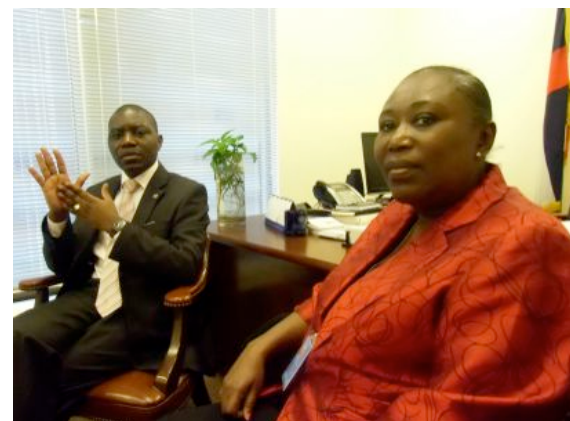


Partenaires depuis 30 ans
dans 20 pays d'Afrique
www.acordinternational.org
ccfd-terresolidaire.org



Elle a également rencontré le représentant Christopher Smith, Président de la Sous-Commission Afrique pour la santé mondiale et les droits humains au Congrès, et débattu avec des représentants du FMI sur les questions économiques. La délégation a également rencontré le 1er Ministre M. Nicolas Tiangaye. De nombreux centrafricains de Washington sont venus les écouter puis partager avec eux un repas de l'amitié. Le bilan de cette mission est très positif.

Les médias ont largement relayé cette initiative et les diplomates ont apprécié ces témoignages et de pouvoir débattre directement avec des représentants de la société centrafricaine pour mieux comprendre la situation et les



Béatrice Epaye avec Charles-Armel DOUBANE, Ambassadeur représentant permanent de la RCA à l'ONU

attentes des populations. Cette mission a permis de convaincre plusieurs diplomates hésitants sur la nécessité d'une intervention en Centrafrique. La délégation a été accueillie à Paris par le CCFD-Terre solidaire et le Secours catholique. Zobel Behal, chargé de mission plaidoyer au CCFD-Terre Solidaire, a organisé et accompagné la délégation durant tout son programme à New-York.



La délégation avec le Premier Ministre Centrafricain (au centre)



La délégation avec des représentants de l'ONU et des Etats-membres

L'opinion de Roland Marchal RCA: une drôle de guerre de religion

Roland Marchal, chercheur au CNRS et à SciencesPo, est spécialiste des conflits en Afrique Sub-saharienne, notamment en Centrafrique.

Les tragiques incidents dans et autour la ville de Bossangoa ont remis au gout du jour un discours de guerre civile religieuse qui avait déjà été entendu en décembre 2012 lors de la première offensive de la Séléka contre Bangui. On se rappelle qu'alors, cette offensive avait été stoppée et avait conduit aux accords de Libreville signés en janvier 2013 dont la mise en œuvre avait été rendue impossible, largement du fait de l'obstination de François Bozizé. Ce dernier quittait le pouvoir le 24 mars, son armée et ses alliés sud-africains défaits.

La Séléka est un mouvement tout à fait étrange en Centrafrique. Elle était avant son accession au pouvoir une alliance de quatre mouvements (ou fractions de mouvements) armés dont certains ne regroupaient que quelques centaines de Centrafricains, quand ils existaient réellement. Surtout, sa composition détonnait dans le paysage centrafricain puisque pratiquement tous ses membres étaient des musulmans, une communauté tout à fait minoritaire démographiquement et profondément divisée par des différences ethniques et nationales en Centrafrique.

La plus grande partie de la population de la RCA et ses élites plus encore ont sur l'islam une attitude un peu schizophrénique. D'une part, elles savent bien qu'à Ndélé et Birao la population est islamisée depuis très longtemps et qu'elle est donc dans une très grande majorité centrafricaine. De l'autre, il y a une appréciation radicale sur le fait que ces musulmans ne peuvent pas être centrafricains puisqu'ils ne parlent pas le sango (langue nationale au même titre que le français) et de plus ne vont pas à la messe, en dépit d'un code de la nationalité qui, copiant le dispositif français, accorde la nationalité à tout enfant né sur le sol de la RCA. La proportion de Tchadiens dans la communauté musulmane en Centrafrique fait le reste tant les rapports avec le Tchad sont ambivalents depuis le début des années 1980, à la fois très intimes mais aussi hostiles à l'occasion puisque les Tchadiens ont souvent servi de forces supplétives dans les moments de crise comme en 1996 ou en 2003.

Pourtant la Séléka a changé : si au début de la crise on pouvait parler de 1000 à 2000 hommes, ses effectifs ont été peut être multipliés par 10 depuis lors. On a avec juste raison souligné le fait que des recrutements ont été faits hors les frontières nationales, au Darfour et au Tchad, que dans la progression vers Bangui, d'autres recrutements massifs ont été faits dans les communautés musulmanes locales, centrafricaine et, plus souvent, tchadienne ou soudanaise, confortant ainsi l'idée d'un mouvement d'étrangers. (suite page 3)



Séléka, un mouvement "étrange" qui grandit.
Crédit: Afrique News Blog

A Bangui et sans doute ailleurs à l'intérieur du pays, on peut lire des SMS dont le contenu ne laisse aucune illusion : « 'On' leur rendra ce qu'ils nous ont fait... Bientôt le Kilomètre 5 sera centrafricain (il est aujourd'hui le lieu du principal marché de la capitale animée par des commerçants musulmans)... Cette maison sera la mienne comme la femme de son propriétaire. » Un membre du Séléka

On a moins voulu accepter une autre réalité pourtant visible à Bangui notamment : l'adhésion massive de jeunes (« chrétiens ») sans emploi qui avaient constitué les effectifs des milices pro-Bozizé dans les derniers mois de son règne et le ralliement d'anciens notables et de leurs clients (tous également « chrétiens ») dans la nouvelle équipe.

S'il est aujourd'hui difficile de décrire avec précision la réalité communautaire et religieuse de la Séléka post prise de pouvoir, il est patent que les incidents dont on parle le plus concernent de façon récurrente ceux qui opposent les « Chrétiens » aux « Musulmans » de la Séléka : églises et installations annexes pillées, personnel religieux visé, solidarité affichée vis-à-vis de la communauté musulmane (du moment qu'on parle arabe ou qu'on a un parent de cette religion) versus une hostilité sans fard pour le Centrafricain de base.

Aujourd'hui, il faut prendre la mesure de ces pans quelquefois contradictoires de la réalité. Ainsi, même si cela ne justifie en rien les trop nombreux crimes commis depuis de longs mois, le fait que les centrafricains de la Séléka peuvent avoir une profonde hostilité vis-à-vis d'un Etat et de ses représentants qui les ont ignorés depuis longtemps. Ensuite, que les victimes des exactions de la Séléka ne sont pas que des chrétiens mais sont de plus en plus souvent des musulmans car, pourrait-on dire comment trouver encore à piller après avoir tout pillé ? Enfin, que la rationalité de cette violence incontrôlée par les dirigeants, est surtout liée à l'appropriation de ressources de toutes natures : de la voiture, au frigo jusqu'au passeport qui permettra peut-être de voyager au Cameroun ou ailleurs.

Pour l'heure, les combattants de la Séléka ont peu à voir avec des islamistes ou des djihadistes, n'en déplaise à certains : la brasserie de Bangui a été pillée plusieurs fois et l'on a vite compris que ce n'était pas pour s'emparer des jus de fruits ; les viols aussi ne correspondent guère au dogme salafiste. Certes, la viande boucanée est confisquée car jugée « impure » (haram), pourtant elle trouve très vite un accès au marché grâce à des opérateurs économiques musulmans... Si problème il y a, il relève plus de tensions intercommunautaires que d'une guerre de religion qui n'aurait pas encore dit son nom.

A Bangui et sans doute ailleurs à l'intérieur du pays, on peut

lire des SMS dont le contenu ne laisse aucune illusion : « 'on' leur rendra ce qu'ils nous ont fait... Bientôt le Kilomètre 5 sera centrafricain (il est aujourd'hui le lieu du principal marché de la capitale animée par des commerçants musulmans)... Cette maison sera la mienne comme la femme de son propriétaire ». Cette rhétorique fait écho au pillage systématique et violent qu'a subi la très grande majorité de la population par des membres de la Séléka.

Evidemment, dès lors qu'on s'attache à une revue de détail, cette vision un peu trop simple s'altère. Le pillage n'a pas été que le fait de combattants de la Séléka : souvent ces derniers ont été guidés par des gens du quartier très heureux de prendre ce qui restait après la confiscation des biens de plus grande valeur par les nouveaux « libérateurs ». Les Peulhs ou Mbororo tués près de Bossangoan n'avaient pas suivi la Séléka qui s'était déjà servi sur eux mais ils étaient des commerçants et avaient des troupeaux que certains bons chrétiens de la zone leur enviaient. Les plus fidèles alliés de l'actuel président sont des pasteurs (J. Binoua) ou des membres de leur premier cercle (S. Finguero).

Alors peut-être que ce conflit va-t-il finir en conflit intercommunautaire entre chrétiens et musulmans, enfonçant la Centrafrique dans une catastrophe encore plus profonde que celle qu'elle doit affronter aujourd'hui. Que serait alors l'économie centrafricaine privée de cette communauté qui anime notamment tout le commerce de détail ? Quelle serait l'attitude du régime tchadien (ou de son armée) qui depuis des années se prétend le protecteur de ses citoyens sur le territoire centrafricain ? Comment avancer vers une pacification du pays si le nord s'enflammait à nouveau ?

Mais, on peut aussi penser que la solution des problèmes est dans une loi acceptée par tous et mise en œuvre de façon impartiale : cela n'a pas été le cas dans le passé récent, ni avec F. Bozizé, ni avec M. Djotodia ou N. Tiangaye. La population centrafricaine a peur de l'envahissement mais ses élites en jouent très cyniquement pour accroître leur marge de manœuvre, de Kolingba (et de ses liens trop symbiotiques avec la France) à Djotodia (et ses alliances mal tenues avec le Tchad et plus marginalement le Soudan). Alors, peut-être faut-il sortir de ce jeu politique à somme nulle et trouver une solution qui passe par une définition plus réaliste et mieux partagée de la citoyenneté. ■

RCA : projet urgence Bossangoa et Kaga Bandoro

ACORD, qui est présent dans la région de Bossangoa depuis 2009, commence à mettre en place en urgence en partenariat avec l'OCDH un projet d'appui aux communautés des préfectures de l'Ouham et de Nana Gribizi. Ce projet va apporter des réponses concrètes aux problèmes que vivent les populations. Il bénéficiera directement à environ 13 000 personnes. Ce projet se décline en 3 niveaux : d'abord un diagnostic partagé avec les communautés qui va déboucher sur un « contrat social » qui va permettre de restaurer des règles au sein des communautés, et qui sera concrétisé par un projet au service de la collectivité. Cette phase concerne 50 villages dans un rayon de 50 km autour des deux principales villes Bossangoa et Kaga Bandoro. Il sera financé 4 projets de ce type, par exemple la réalisation d'un pont, la restauration d'un point d'eau, la construction d'une pharmacie villageoise...

Ensuite le projet va s'adresser spécifiquement à deux groupes qui ont été particulièrement touchés par la crise : les femmes qui ont été abusées sexuellement et exploitées par les chefs militaires qui les utilisaient comme épouse ou cuisinière, et les jeunes, traumatisés par le fait d'avoir vécu ou participé à des actes de barbarie au cours des incursions menées contre les populations des villages voisins ou de celui où ils étaient parfois originaires ; ces jeunes de nouveau associés au conflit par la Seleka sont rejetés par leurs communautés. Ce projet appuiera des activités génératrices de revenus pour 90 groupements villageois ruraux et organisations communautaires de bases. Il s'agira par exemple de soutenir des activités agricoles, de menuiserie... pour les jeunes et des petits projets de fabrication de savon ou de commercialisation de produits vivriers pour les femmes. Le projet financera les kits de démarrage de ces AGR ainsi que les formations nécessaires aux bénéficiaires pour mener à bien de manière durable cette activité. Le projet visera en particulier 10 groupements de femmes victimes de violences sexuelles et vivants avec le VIH à cause de leur forte vulnérabilité. Ces AGR permettront à ces jeunes et femmes vulnérables d'améliorer leurs moyens d'existence de manière durable, d'améliorer la sécurité alimentaire de leurs ménages, mais également de les réhabiliter socialement au sein de la communauté. Le projet aidera ces femmes vulnérables à avoir accès aux soins médicaux et psychologiques et/ou à la justice pour les victimes des violences. Ce projet d'urgence sera mis en œuvre pour 6 mois avec un budget de 50 000 € financé par le CCFD et ACORD. ■



Yolande NGBODO, ACORD RCA

La question identitaire : une des causes profondes des conflits dans les 4 pays

Travailler sur la construction d'une paix durable et sur la réconciliation, c'est, pour ACORD et le CCFD-Terre solidaire, travailler pendant au moins 10 ou 20 ans sur le « vivre ensemble ». Cela concerne des sujets aussi différents que la gestion concertée des ressources naturelles (la terre, l'eau...), les représentations identitaires (culturelles, religieuses ou encore générationnelles) ou la gouvernance politique (institutions, démocratie, impartialité de l'Etat...). La question identitaire est au cœur des conflits dans cette sous-région : La question religieuse est au cœur de la crise en RCA aujourd'hui. Elle est le résultat d'un véritable malentendu identitaire dans ce pays. Dans les périodes conflictuelles, les populations se reconnaissent d'abord sur la base de leur identité communautaire et ethnique, mais aussi sur la base de leur contrôle de leur territoire (autochtone, allochtone mais aussi agriculteurs/éleveurs). Les tensions inter-religieuses sont également très fortes dans les quatre pays de la région. Ces tensions identitaires sont renforcées par des stratégies politiques (colonisation française au Tchad, influence libyenne au Soudan, jeu politicien, secte évangéliques...); On observe aussi des logiques de domination raciale dans les 4 pays : Goranes et Zaghawas au Tchad, arabes du Nil au Soudan, Dinka au Sud Soudan et les Yakomas ou les Gbayas en RCA. Les différentes guerres civiles et les phénomènes d'exclusion qui en ont suivi ont renforcé le repli identitaire se caractérisant par : la méfiance, le rejet de l'autre, le développement des stéréotypes, la récupération politique et la culture de la violence.

Face à cette culture du rejet de l'autre, on observe progressivement l'élargissement de cette notion d'identité à la notion de citoyenneté, d'identité nationale, de laïcité, et de participation plus forte des femmes dans la vie des communautés... Ce sont les jeunes et les femmes qui portent cette évolution. Renforcer la cohésion des populations au niveau local et national et promouvoir dans les Etats touchés par ces crises sociales, la notion de l'identité collective au service de cette cohésion sont des aspects importants de la construction étatique et de la consolidation de la paix. Le Programme Paix visera d'abord à permettre une analyse objective des causes des replis identitaires, de leurs manifestations et leurs conséquences ; Il visera aussi à faire partager cette réflexion à l'occasion de Forums sociaux et de conférences-débat autour du dialogue inter culturel et inter religieux dans les pays afin de faciliter la construction d'un consensus sur le Vivre Ensemble. Il s'agira d'œuvrer à retisser les liens sociaux pour une meilleure tolérance, cohésion et identité nationale commune basée sur des valeurs citoyennes. ■

RCA / RDC : permettre l'engagement actif des femmes dans les processus de paix

Fin juillet 2013, 28 femmes et 4 hommes de la République Démocratique du Congo (RDC), République Centrafricaine (RCA), du Burundi et du Rwanda ont participé à un atelier de 3 jours sur la transformation de conflit et les négociations de paix à Goma. La formation était un suivi de l'action comme recommandée par le Forum Régional des Femmes de la rencontre de l'ICGLR tenue à Lusaka en Zambie en février 2013 qui a réuni les parties prenantes régionales pour évaluer les progrès nationaux de la mise en place de la Déclaration de Kampala de 2011 pour mettre fin aux violences sexuelles basées sur le genre. Pendant ce forum, ACORD a partagé son inquiétude sur l'absence de femmes dans le débat sur la paix en RDC et sa conséquence probable sur leur exclusion dans les accords de paix et des programmes de reconstruction post-conflits. Il a alors été validé le besoin de soutenir les femmes dans les sociétés en conflit et post-conflit pour les engager activement dans les processus de paix. Le principal objectif de cet atelier était de fournir aux femmes les capacités et les connaissances nécessaires en analyse et transformation de conflit, en médiation pendant les conflits et en négociations de paix. En outre, l'activité visait à renforcer l'esprit d'équipe parmi les femmes en leur permettant de forger davantage de réseaux unifiés et cohérents, parlant d'une seule voix pour demander la fin de la guerre et de ses effets horribles sur les populations innocentes (particulièrement les femmes) dans la Région des Grands Lacs.

Principaux résultats :

- Production d'une déclaration commune qui a été présentée à l'envoyée spéciale de l'UE pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson à Bujumbura (juillet).
- Un certain niveau de cohérence et d'unité a été observé parmi les femmes puisqu'elles partagent l'information et ont une compréhension commune des problèmes et des besoins de travailler ensemble.
- Les femmes des autres pays ont bénéficié de l'analyse

de conflits violents en RDC dont elles ont facilement établis les corrélations avec leur propre contexte. Elles rapportent également des stratégies spéciales en termes de mobilisation de femmes et de leadership stratégique dans les processus de négociations de paix.

- Des messages de paix ont été diffusés à travers différents médias locaux et lors de débats radiodiffusés

Recommandations clés :

- Soutenir la restructuration des associations et groupes de femmes en un fort réseau de paix
- Soutenir l'autonomisation des organisations de femmes dans l'analyse et la transformation des conflits, les négociations de paix, la mobilisation de mouvement social, et le plaidoyer régional de paix
- Soutenir davantage les interventions visant à faciliter le processus de guérison pour les femmes
- Poursuivre le suivi de la mise en place de la déclaration de Kampala en travaillant avec des plateformes de femmes existantes dans les pays des Grands Lacs
- Soutenir la documentation, les données scientifiques et les faits basés sur la recherche sur les conflits dynamiques dans la région des Grands Lacs et autour du genre et sur les questions de transformation de conflit

Cet atelier a été organisé par ACORD en partenariat avec Isis Wicce, Akina Mama wa Africa, Femmes Afrique Solidarité (FAS), CECORE (Centre pour la Résolution de Conflit), EASSI (Initiative Sous-Régionale de soutien pour l'Afrique de l'Est pour le progrès des femmes) et le Fonds Urgent d'Actions (UAF). ■



Ruth Ojiambo Ochieng, Directrice Exécutive de Isis-WICCE, ouvra l'atelier avec les mots suivants :

"L'Afrique doit être en paix avec elle-même pour être en paix avec le reste du monde, cet atelier va permettre de développer une feuille de route pour l'engagement des femmes dans les processus de paix, et pour s'assurer qu'elles soient à la table des négociations de la paix en Afrique."

Jeunes artisans d'une nouvelle citoyenneté au Tchad

par Emilie Rivollier, APAD

En 2005, sept associations de jeunes de Ndjamena se mettent en réseau pour partager leurs expériences et conjuguer ensemble leurs efforts en vue de faire face ensemble au défi de la citoyenneté au Tchad. Il crée le REPPACT (Réseau pour la promotion de la paix et de la citoyenneté au Tchad). Elles commencent à travailler avec les organisations de la capitale, et particulièrement en milieu musulman, dans la perspective de favoriser la relève du leadership au sein de la société civile et de créer une nouvelle dynamique de Vivre ensemble, basée sur une alliance entre les organisations de jeunes. Dès 2010 est lancé le projet « Jeunes artisans d'une nouvelle citoyenneté au Tchad » ; le projet s'est attaché à former les leaders associatifs dans le domaine de la citoyenneté, à créer des espaces de rencontre et d'échange entre les jeunes tchadiens, à renforcer leur capacité de dialogue avec les pouvoirs publics.

Le projet visait aussi à soutenir l'émergence d'associations de jeunes en milieu musulman, où le tissu associatif est historiquement faible. Depuis deux ans, plus de 150 associations de jeunes ont pris part à ce projet dans 15 villes du pays : Abéché, Mongo, Ati, Mossoro, Faya, Mao, Djermaya, Sarh, Koumra, Doba, Moundou, Kélo, Pala, Bongor et N'Djamena. De nombreuses activités ont été réalisées : formation, dialogue interreligieux, échanges inter-associatifs, camps de jeunes, appui financier à de microprojets associatifs... Démarré il y a 2 ans, ce projet commence à donner des résultats importants. Les associations de jeunes s'affirment et ont pris confiance en elles et des liens de confiance et de solidarité se sont créés grâce à l'appartenance à ce large réseau informel dans le pays, les jeunes de ces associations ont consolidé leur volonté de vivre une citoyenneté nouvelle, en refusant de reproduire les comportements de leurs parents, et ils commencent à comprendre l'importance de s'intéresser aux affaires publiques. Depuis 2 ans, de nombreux jeunes ont pris des responsabilités importantes au sein de la société civile et, surtout, les associations de jeunes musulmans prennent dorénavant toute leur place dans la société civile. Une petite révolution ! ■

Financements CCFD, FNUD et Coopération française (FSD).



Tchad : sortie d'un rapport sur les partis politiques "Quelle démocratie pour quelle paix ?" par Delphine K. DJIRAIBE, Présidente CSAPR

L'accord dit du « 13 août 2007 » engageait le processus de sortie de crise par la voie de la démocratie représentative, centré principalement autour des partis politiques. Ce recours aux élections comme moyen de sortie de crise a de fait écarté toutes les autres solutions qui, à l'inverse, préconisaient une

approche plus globale de la paix, à travers un dialogue inclusif. Ce rapport du CSAPR présente toute une série d'information sur la vie des partis politiques, leurs moyens, leurs discours et positionnement politique. Il s'intéresse aussi à décrire la manière dont ils sont perçus par les populations et par la société civile et à la manière dont ils apparaissent dans les médias. Ce rapport conforte certaines hypothèses à la base de l'accord du 13 août : le système électoral est devenu plus performant (CENI, recensement, code électoral), l'environnement politique s'est amélioré (Charte des partis politiques, statuts de l'opposition etc), mais de nombreuses dispositions de l'Accord n'ont pas été pleinement mises en œuvre, en particulier concernant la dépolitisation de l'administration territoriale qui devait garantir un climat de neutralité pour le déroulement des scrutins. Ce rapport démontre le décalage total entre « le monde des partis politiques » et la société tchadienne. Il montre que les partis politiques tchadiens n'ont en effet aucun message politique, aucun moyen et surtout pratiquement pas de soutien populaire. De fait, ce rapport montre que très peu de parti sont connus des citoyens tchadiens sur l'ensemble du territoire. Et à force de se coaliser avec le parti au pouvoir, ils ont perdu toute crédibilité. C'est le principe même de démocratie représentative qui se trouve remis en question. Les faiblesses des partis politiques limitent fortement leur capacité d'accéder au pouvoir par les urnes, ce qui présente un risque majeur pour la paix. Dans un pays comme le Tchad, dont l'histoire est marquée par des rébellions récurrentes, le danger de réactivation de l'opposition armée reste prégnant en cas de fermeture du jeu politique. Dès lors, comment envisager les prochaines échéances électorales de 2016 ? Comment préparer la relève politique ? Selon le CSAPR, permettre aux citoyens d'exprimer librement leurs attentes auprès des forces politiques en construction, signifie que les élections doivent s'accompagner de la mise en place de mécanismes d'émergence d'un consensus national entre toutes les forces sociales tchadiennes. ■

Présentation de deux partenaires du Programme Paix au Tchad

CSAPR



Le CSAPR s'est donné pour mission de participer à la construction d'une paix durable au Tchad. Pour cela, le CSAPR porte la parole et les positionnements de la société civile et défend l'intérêt des populations tchadiennes dans un champ politique accaparé depuis 30 ans par des acteurs politico-militaires. Le CSAPR se veut un contre-pouvoir porteur de propositions alternatives de sortie de crises.

Le CSAPR regroupe plus d'une centaine d'organisation sur toute l'étendue du territoire tchadien. Il s'agit d'Organisations de développement, de mouvements de jeunes et de femmes, d'ONG de Droits de l'Homme, de syndicats, de mouvements d'Eglises... Le CSAPR est relayé en région à travers 16 points focaux qui jouent un rôle de relais, d'animation de débats et de mobilisation au niveau régional.

Le CSAPR mène des actions de plaidoyer au niveau national, régional et international. Il publie régulièrement des analyses sur la situation politique et sécuritaire dans le pays et n'hésite pas à contester les stratégies du gouvernement et/ou des partis politiques. Le CSAPR a fortement critiqué par exemple le processus de sortie de crise basée sur le seul processus électoral et a défendu ses propres propositions de transition politique après les événements de février 2008.

Le CSAPR publie des études et anime des conférences, par exemple une conférence sur la « Paix et sécurité au Tchad », une autre sur la crise libyenne « Alternance, révoltes dans le monde arabe & crise libyenne : quelles leçons pour la paix au Tchad ? » ...

Site internet : www.csapr-initiative-paix.org

APAD/REPPACT

REPPACT

L'APAD se veut une organisation d'hommes et femmes volontaires pour le développement durable du Tchad. Ses objectifs sont : i) la promotion et l'appui des associations, groupements et coopératives de jeunes et de femmes, ii) l'animation des actions à caractère éducatif, formatif, sportif et socio-culturel orienté vers la citoyenneté, la paix, les droits humains, la démocratie et le développement, iii) susciter l'insertion et la solidarité des jeunes et des femmes en milieu urbain et rural, iv) l'ouverture et le partenariat sur le plan national et international. L'association vise le renforcement des capacités des jeunes et des femmes afin de mieux s'intégrer économiquement, socialement et culturellement dans leurs milieux de vie et devenir des acteurs potentiels de changement social.

L'APAD est née en 1998 pour contribuer à la promotion de la solidarité entre les jeunes de N'Djamena et à lutter contre les clivages religieux en rassemblant autour de ses activités des jeunes chrétiens et musulmans. APAD réalise des activités d'éducation, d'encadrement et d'intégration sociale et culturelle des jeunes de N'Djamena afin de renforcer leurs capacités à participer à la vie de leurs quartiers. L'accent est mis sur les clivages ethniques et religieux. Par exemple, APAD organise des colonies de vacances où les jeunes musulmans et chrétiens venant de différents quartiers, traditionnellement différenciés par la religion, passent du temps ensemble, font des activités dans le respect de l'autre, des tournois de foot (souvent sponsorisés par des chefs d'entreprises) mais aussi des semaines culturelles où des thèmes tels que la lutte contre le sida sont traités par des jeunes qui adressent des messages aux autres jeunes à travers la musique.

APAD porte aujourd'hui le réseau REPPACT qui anime un travail en commun entre de nombreuses associations de jeunesse chrétiennes ou musulmanes. REPPACT est un réseau non formel qui représente un cadre d'échange, de concertation et d'action commune qui permet à ses membres de favoriser une intervention variée et cohérente pour la construction de la paix. Il s'est fixé comme mission principale de contribuer à la promotion de la paix et de la citoyenneté au Tchad à travers 5 axes d'intervention : 1) la formation à la culture de la paix dans les écoles et les quartiers, 2) la réduction des violences dans les écoles, 3) le rapprochement entre les jeunes musulmans et chrétiens, 4) la promotion du dialogue interreligieux, 5) le développement du tissu associatif en milieu des jeunes musulmans.

Depuis 2010, APAD, a initié un projet d'éducation à la citoyenneté intitulé : jeunes artisans d'une nouvelle citoyenneté au Tchad. A travers ce projet, les jeunes ont été mobilisés dans 19 villes du Tchad pour rédiger un cahier de doléances de la jeunesse tchadienne, qui sera utilisé comme un moyen pour faire un plaidoyer citoyen en faveur de la prise en compte des besoins réels des jeunes dans les politiques publiques au Tchad.

Partenaires du Programme Paix

Au Tchad

ACORD Tchad

APAD / REPPACT (Réseau pour la Promotion de la Paix et de la Citoyenneté au Tchad)

CSAPR (Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation nationale)

GRAMPC-TC (Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole Tchad Cameroun)

En RCA

ACORD RCA

OCDH (Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme)

Au Soudan du Sud

ACORD Sud Soudan

Le Programme Paix vise à accompagner les sociétés civiles à construire une paix durable au Tchad, en République centrafricaine, au Soudan et au Sud Soudan, en agissant sur les causes profondes des conflits (la compétition autour des ressources naturelles, les tensions identitaires au sein des sociétés et la mauvaise gouvernance politique).

Il est porté par ACORD et CCFD qui s'engagent ensemble, avec leurs partenaires, pour 10 ans, afin de soutenir durablement les sociétés civiles de ces quatre pays, et relever ces défis majeurs qui s'opposent au développement et à la justice sociale pour tous.

Programme Paix est une newsletter publiée par ACORD et CCFD-Terre Solidaire, deux organisations non gouvernementales internationales.

Comité Editorial : Vanessa Dupont, Bruno Angsthelm, Seid Sultane, Salome Zuriel, Léonie Sendegeya

Crédits photos: ACORD, CCFD, Africa News Blog

Création graphique / mise en page : Caroline Testud

Contact: acord.ccfid@acordinternational.org

Défendre les droits. Promouvoir la justice.

ACORD

www.acordinternational.org

ONG panafricaine oeuvrant pour la justice sociale et le développement. Fondée il y a plus de 30 ans, ACORD est l'une des plus anciennes organisations panafricaines et elle compte parmi les plus grandes. Nous sommes présents dans 18 pays africains et notre action consiste à promouvoir la justice sociale et combattre les causes de la pauvreté. ACORD collabore avec plus d'un million de personnes en Afrique et plus de 2000 organisations partenaires sur le continent et ailleurs dans le monde.



CCFD-Terre Solidaire

ccfd-terresolidaire.org

La 1ère ONG française de développement. Constitué en association selon la loi de 1901, reconnu d'utilité publique en 1984, le CCFD-Terre Solidaire a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale. Il a le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies. Il est composé de 29 mouvements et services d'église. Une structure permanente de 170 salariés, à Paris et en région, est chargée de mettre en oeuvre les missions du CCFD-Terre Solidaire.

